

Un désinvestissement des caisses de retraite ne serait pas une bonne réponse à Trump



Photo: Valérien Mazataud Archives Le Devoir La Caisse de dépôt et placement du Québec se situe près de la moyenne, avec 27% de ses avoirs au Canada.

Éric Desrosiers

Publié à 0h00

Économie

Le retrait, ou même seulement une diminution rapide des centaines de milliards investis par les grandes caisses de retraite canadiennes aux États-Unis ne serait pas réaliste, estiment des observateurs. Ce qui ne veut pas dire que ces grands investisseurs institutionnels n'ont pas un rôle

à jouer dans le développement d'une économie canadienne plus performante et résiliente en réaction à [Donald Trump](https://www.ledevoir.com/donald-trump?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) (https://www.ledevoir.com/donald-trump?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

Les huit principales caisses de retraite du Canada ont investi un peu plus du quart (25,4 %) de leurs quelque 2200 milliards d'actifs nets au pays, soit environ 562 milliards, selon des calculs du *Devoir* basés sur leurs plus récents rapports annuels. C'est nettement moins que la proportion de leurs placements aux États-Unis, qui frôle les 40 % (38,9 %), pour une somme totale dépassant les 860 milliards.

Ces moyennes cachent de grands écarts entre, par exemple, la plus grande de ces huit caisses de retraite, Investissements RPC — responsable de la gestion du Régime de pensions du Canada —, dont seulement 12 % des 632 milliards d'actifs nets au 31 mars 2024 se trouvaient au Canada (contre 42 % aux États-Unis), et la plus petite, la caisse de retraite des employés du secteur de la Santé en Ontario (HOOPP), dont plus de la moitié (55 %) des 113 milliards d'actifs au 31 décembre 2023 se trouvaient au Canada (contre 24 % aux États-Unis).

Plus présentes aux États-Unis qu'au Canada

Répartition géographique des actifs nets des huit plus grandes caisses de retraite canadiennes*

Canada	25%
États-Unis	39%
Europe	17%
Autres régions	19%

*Investissement RPC, Caisse de dépôt et placement du Québec, Investissement PSP, Teachers, BCI, AIMCo, Omers et HOOPP.
Graphique : Le Devoir • **Source** : Derniers rapports annuels des huit caisses de retraite en question

Deuxième plus gros joueur du secteur, avec 434 milliards d'actifs à la fin de 2023, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) se situe près de la moyenne, avec 27 % (117 milliards) de ses avoirs au Canada — dont plus de 20 %, ou 88 milliards, au Québec seulement — et 38 % (165 milliards) aux États-Unis.

Répondre à Trump autrement

Ce portrait serait plus gênant encore pour les caisses de retraite si l'on parvenait à voir dans quelles sortes d'actifs cet argent est investi, explique Daniel Brosseau, président de la firme d'investissement Letko Brosseau. Ce qu'on en sait, en effet, c'est que la majorité de leurs avoirs au Canada est constituée d'obligations gouvernementales alors que leurs investissements plus porteurs de développement économique, comme l'achat de parts dans des compagnies privées ou inscrites en Bourse, ou l'investissement dans les infrastructures, sont de 5 à 20 fois plus importants à l'étranger qu'au Canada.

Alors que des millions de Canadiens cherchent comment ils pourraient riposter aux menaces de tarifs douaniers de Donald Trump en boycottant des produits américains ou des destinations américaines et en achetant plus local, les caisses de retraite canadiennes ne devraient-elles pas

envisager faire de même en retirant leurs billes des États-Unis pour les investir ailleurs, à commencer par le Canada ?

Daniel Brosseau ne le croit pas. Il a pourtant été à l'origine, l'an dernier, d'une lettre ouverte (https://www.ledevoir.com/economie/808471/appel-plus-grande-presence-caisses-retraite-economie-canadienne?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) où un peu moins d'une centaine de gens d'affaires importants et de représentants de grandes centrales syndicales pressaient les ministres des Finances du Canada de possibles rs règles afin d'encourager les caisses de retraite à investir plus au pays afin d'y aider le développement des entreprises.

C'est que cette façon de répartir ses avoirs, explique-t-il, qui répond à une logique de diversification plus stéréotypée et défensive que véritablement réfléchiée et stratégique, s'est mise en place au fil des décennies et ne peut pas, raisonnablement, être renversée du jour au lendemain.

« Est-ce que les caisses de retraite devraient comprendre que leur responsabilité fiduciaire ne se limite pas au financement des rentes qu'elles devront verser, mais s'étend aussi au développement d'une économie canadienne plus dynamique et moins dépendante ? Absolument. Est-ce que Donald Trump nous offre l'occasion de commencer enfin à corriger la situation ? Absolument. Mais cela prendra du temps. »

Protéger les sièges sociaux

Le président-directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques partage largement ce point de vue. De façon générale, dit François Dauphin, il n'est que normal que les caisses de retraite cherchent à maintenir une diversification autant sectorielle que géographique dans leur placement.

À court terme, il ne voit pas ce qu'elles pourraient faire sinon de se tenir prêtes à voler au secours d'entreprises canadiennes stratégiques qui feraient l'objet d'éventuelles offres d'achat hostiles étrangères qui pourraient être favorisées par la dévaluation du dollar canadien provoquée par les politiques de Donald Trump.

À plus long terme, « c'est-à-dire sur un horizon de 10, 15 ou même 20 ans », il pense que « la compréhension de plus en plus holistique » des caisses de retraite canadiennes de leur rôle les amènera à vouloir aider le développement « d'une économie viable et forte au bénéfice de leurs futurs cotisants ».

L'actuelle crise commerciale avec les États-Unis, comme la pandémie avant elle, ne fera qu'accélérer cette prise de conscience par un peu tout le monde de l'importance « d'améliorer la performance de l'économie canadienne et de réduire sa vulnérabilité » à l'égard de son voisin, observe François Dauphin. « Si on peut remercier Donald Trump d'une chose, c'est peut-être de ce réveil brutal. »

Suggérés pour vous



L'aide aux entreprises face aux tarifs américains sera de courte durée, dit Legault

(<https://www.ledevoir.com/politique/839860/aide-entreprises-face-tarifs-americains-sera-courte-duree-dit-legault>)

Le premier ministre François Legault effectuait une tournée économique en Beauce.



Elon Musk, une figure disruptive de plus en plus contestée

(<https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/839677/elon-musk-figure-disruptive-plus-plus-contestee>)

La part des Américains souhaitant une influence forte du multimilliardaire sur le gouvernement Trump chute.



Le PQ refuse d'appuyer sur le champ une motion contre l'homophobie, QS perplexe

(<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/839719/pq-refuse-appuyer-motion-contre-homophobie-manon-masse-perplexe>)

Les trois élus péquistes qui se sont abstenus ont toutefois plaidé être en accord avec les principes de la motion.